

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Nous soutenons Laurent Fabius pour battre la droite et répondre aux attentes sociales

- Politique - Au Parti Socialiste -

Date de mise en ligne : mardi 14 novembre 2006

Démocratie & Socialisme

Nous soutenons Laurent Fabius pour battre la droite et répondre aux attentes sociales : c'est le choix d'un programme de gauche

Le débat organisé pour choisir la candidature socialiste à l'élection présidentielle de 2007, est utile au Parti socialiste : il restaure notre image en montrant que nous sommes un parti démocratique.

Le choix de notre candidat ou candidate ne repose pas sur une image construite par les médias, mais sur une orientation politique. Tous les électeurs de gauche suivent avec attention notre débat interne. Ils savent tous que son résultat sera déterminant pour la politique que mènera la prochaine majorité de gauche.

Nous nous donnons ainsi les moyens de reconquérir la confiance de l'électorat populaire et de montrer notamment que la gauche et la droite, ce n'est pas pareil. Jamais la droite n'a été aussi rejetée par l'électorat populaire parce que jamais elle n'avait osé aller aussi loin dans l'offensive contre les droits des salariés, des chômeurs, de tous les travailleurs et des jeunes, c'est-à-dire contre plus de 90 % de la population.

Si nous entretenons des ambiguïtés, en conduisant une campagne qui évite de critiquer frontalement la droite, nous ne gagnerions aucune voix à droite, en revanche nous en perdriions à gauche, comme le 21 Avril nous l'a durement signifié.

Notre adversaire, c'est la droite

En concurrence avec le Medef, la droite n'a de cesse de contester les 35 heures et de dénoncer leur généralisation, proposée par Laurent Fabius.

C'est le ministre Fillon qui, le 15 octobre 2002 propose au Parlement une loi de régression sociale sans précédent : il s'attaque aux 35 heures en maintenant à seulement 10 % la majoration des heures supplémentaires jusqu'à 39 heures.

Cette loi remet en cause le principe juridique selon lequel la loi prime sur les accords. Ainsi, les accords sur les heures supplémentaires l'emportent désormais sur la loi !

C'est justement ce que le Medef propose de généraliser. Il veut modifier l'article 34 de la Constitution qui dispose que « la loi détermine les principes fondamentaux du droit du travail, du droit syndical et de la sécurité sociale ».

De même, en 2003, Fillon s'est attaqué aux retraites par répartition en organisant la baisse de leur montant des retraites. En 2006, Villepin s'attaque aux garanties légales qui encadrent le contrat de travail. Il poursuit le démantèlement de l'ensemble des services publics et privatise GDF.

La loi Perben d'orientation et de programmation de la justice, du 3 août 2002, menace l'avenir des jeunes, privilégie les sanctions pénales au détriment des mesures éducatives et d'une politique de plein emploi, alors que la droite a supprimé les emplois jeunes.

Le projet socialiste prévoit de reconstruire ce que la droite a détruit ces 5 dernières années, y compris la « pseudo décentralisation Raffarin » qui décentralise les charges, mais pas les moyens, et crée d'insupportables inégalités entre les territoires.

La gauche reconstruira l'organisation sociale du pays en restituant à la part des salaires les 10 points (160 milliards d'euros) qui lui ont été soustraits, chaque année, par la droite, celle-ci privilégiant le capital sur le travail.

Les électeurs sont en colère contre la droite. Après s'être mobilisés en 2003, 2004, 2005 et 2006, ils attendent 2007 pour la chasser

En 2007, comme en 2004, le Parti socialiste peut bénéficier du vote utile par crainte de voir se répéter le 21 Avril. Le mouvement social et politique qui s'est levé en 2003 contre le plan Fillon, en 2004 lors des élections, en 2005 lors du référendum du 29 mai et en 2006 contre le CPE, promet une nouvelle mobilisation, pour sanctionner la droite lors de l'élection présidentielle.

Aucune bataille n'est victorieuse d'avance, mais rarement la gauche n'aura bénéficié d'autant de facteurs favorables pour l'emporter.

C'est sur le terrain social que la droite a fait le plus mal, c'est sur le terrain social que la gauche l'emportera

La gauche affaiblirait ses chances en se laissant entraîner, par exemple, sur le terrain « sécuritaire ».

Le candidat socialiste devra proposer un programme ancré à gauche et revendiqué comme étant socialiste. Pour mobiliser tous les électeurs de gauche, nous devons répondre à leurs attentes : après avoir manifesté leur déception en 1993 et en 2002, ils seront exigeants pour le prochain quinquennat.

Le débat que nous trancherons le 16 novembre ne porte pas sur les chances de notre candidat de gagner contre la droite : les trois le peuvent, à la condition de porter les priorités de notre électorat et d'affirmer notre volonté de rassemblement des forces de gauche.

Ce débat ne porte pas non plus sur le projet socialiste. Il a été adopté par tous et doit être défendu par tous. En revanche, le débat porte sur le programme concret soumis au peuple de gauche, et sur son échéancier.

Nous devons trancher entre deux orientations différentes

L'une, présentée par Laurent Fabius, consiste à redonner la plus haute place à la loi, issue du suffrage universel.

L'autre, dont Ségolène Royal a donné la meilleure définition le 17 octobre, lors de la première prestation télévisée à

propos des droits sociaux, prévoit que « le contrat se substituera à la loi ».

En réduisant l'impact de la loi, en majorant la force du contrat, Ségolène Royal nous engagerait dans un processus qui consacrerait la fragmentation de la société et fragiliserait les salariés déjà les moins bien protégés. C'est une question importante, au moins aussi importante que la carte scolaire ou les jurys populaires. Le 16 novembre, c'est sur ce choix d'orientation que nous devons nous déterminer.

Les électeurs nous donneront la majorité pour exercer le pouvoir, pas pour donner au Medef un droit de veto sur le Code du travail !

Le programme que Laurent Fabius propose pour 2007 enrichit le projet socialiste de 7 engagements précis et répond aux attentes sociales

Pour le pouvoir d'achat

- ▶ augmenter immédiatement le Smic de 100 euro (+ 8 %),
- ▶ le porter rapidement à 1 500 euro bruts,
- ▶ défendre le pouvoir d'achat des retraités pour qu'il n'y ait plus de retraite en dessous de 80 % du Smic,
- ▶ organiser une conférence tripartite annuelle sur les salaires pour diffuser l'augmentation du Smic sur les autres salaires.

Pour le plein emploi durable

- ▶ généraliser les 35 heures par la loi,
- ▶ rétablir la majoration des heures supplémentaires
- ▶ diminuer leur contingent pour forcer à l'embauche,
- ▶ abroger le CNE,
- ▶ reconstruire le droit du travail démantelé par la droite,
- ▶ mettre en oeuvre un plan de financement de l'emploi des jeunes, de la recherche, et de l'enseignement supérieur en supprimant, pour les grandes entreprises, les exonérations inefficaces de cotisations sociales,
- ▶ aider les PME pour la création d'emplois.

Pour le logement

- ▶ obliger réellement les maires à construire 20 % de logements sociaux,
- ▶ créer 120 000 logements par an. Pour les services publics
- ▶ reconstruire un pôle public EDF-GDF nationalisé,
- ▶ développer la recherche scientifique étranglée par la droite,
- ▶ instaurer un encadrement périscolaire après la classe dans le primaire comme dans le secondaire,
- ▶ renforcer la carte scolaire pour faire éclater les ghettos scolaires, comme le veut le projet socialiste,
- ▶ créer une cinquième branche de la Sécurité sociale pour les personnes âgées ou handicapées dépendantes,

- ▶ abroger de la loi Fillon démantelant les retraites par répartition,
- ▶ rétablir la retraite à 60 ans à taux plein.

Pour la protection de l'environnement

- ▶ adopter une loi-programme quinquennale, fixant les objectifs pour les économies d'énergie, pour les énergies renouvelables, pour préserver les ressources en eau et pour développer les transports collectifs,
- ▶ adopter une fiscalité écologique, fondée sur le principe pollueur-payeur,
- ▶ nommer un vice-premier ministre chargé du développement durable et de la protection de l'environnement. Pour une République parlementaire nouvelle
- ▶ instaurer le droit de vote aux élections locales pour tous les étrangers installés durablement en France,
- ▶ organiser un référendum pour démocratiser la constitution,
- ▶ étendre les pouvoirs de l'Assemblée,
- ▶ rééquilibrer les fonctions du Premier ministre et du président de la République,
- ▶ favoriser le contrôle parlementaire sur l'exécution des réformes adoptées,
- ▶ instaurer le mandat unique,
- ▶ rétablir l'égalité territoriale,
- ▶ abroger la décentralisation Raffarin,
- ▶ instaurer la parité au gouvernement.

Pour l'Europe démocratique et sociale

- ▶ refuser tout nouvel élargissement de l'Europe avant l'approbation d'un traité social et l'adoption, par référendum, d'une nouvelle constitution qui respecte le vote du 29 mai 2005,
- ▶ établir le principe délocalisateur-payeur, pour réduire les délocalisations,
- ▶ soumettre la mondialisation financière aux normes démocratiques, sociales, sanitaires et environnementales édictées par les organes de l'ONU.

Le programme de Laurent Fabius ouvre la voie à l'union de la gauche et à sa victoire en 2007 !

Dès le 16 novembre, en Béarn, au Pays basque, en Soule, votons Laurent Fabius !